

# ATAKA : LES GLOIRES ÉPHÉMÈRES DE LA XÉNOPHOBIE ?

## LA REDÉFINITION DES FRONTIÈRES INTÉRIEURES DE LA SOCIÉTÉ BULGARE

NADÈGE RAGARU \*

*À la surprise générale, avec près de 9% des voix, le parti Ataka (Attaque) a surgi en 2005 dans le paysage politique bulgare, parvenant même au second tour de la présidentielle de 2006 à engranger 24% des voix. Ramené en 2011 à 3,6% des voix, il semble avoir érodé sa capacité à se présenter comme une force antisystème. Néanmoins, son recul électoral ne saurait être réduit à une disparition des thèmes qu'il a portés et dont certains se sont banalisés dans la société. On y retrouve les ingrédients classiques de ce genre de formation qui cherche à ethniciser des contrastes sociaux grandissants ou la corruption de la classe politique en stigmatisant l'«Autre», en l'occurrence le Rom, ou dénonce la minorité musulmane, voire en dénonçant la «tsiganisation» de la Bulgarie.*

*« J'ai des membres de ma famille qui votent Ataka, mais ils ne sont pas xénophobes. Je leur ai demandé pourquoi. Pour eux, Siderov, à la différence des autres, parle des vrais problèmes de la Bulgarie »<sup>1</sup>.*

*« Volen [Siderov, le leader d'Ataka] est le premier qui a dénoncé, faits à l'appui, Dogan [leader du Mouvement des droits et libertés, DPS, représentant la minorité turque], Parvanov [président de la République, socialiste], la politique islamiste de la Turquie envers la Bulgarie et beaucoup d'autres choses encore. Maintenant, tout le monde dénonce la corruption de Stanishev [ex-Premier ministre socialiste], mais quand V. Siderov abordait ces questions, on se moquait de lui. Je lui souhaite tout le meilleur parce qu'il parle de nos problèmes et qu'il défend nos intérêts »<sup>2</sup>.*

---

\* CHARGÉE DE RECHERCHES CNRS, SCIENCES PO (CERI)

<sup>1</sup> Entretien avec G., 27 ans, Sofia, 7 juin 2011.

<sup>2</sup> Intervention, datée du 6 décembre 2009, sur un forum de discussion Internet en réponse à un article de l'hebdomadaire libéral *Kapital*, annonçant la rupture entre V. Siderov et le dirigeant de la chaîne de télévision, Skat, qui avait contribué à le lancer.

Voir [http://www.capital.bg/politika\\_i\\_ikonomika/bulgaria/2009/12/04/825940\\_novite\\_patrioti/](http://www.capital.bg/politika_i_ikonomika/bulgaria/2009/12/04/825940_novite_patrioti/)

En juin 2005, Ataka [Attaque], une coalition nationaliste extrémiste au discours antirom, antiturc et antisémite faisait une entrée remarquée sur la scène parlementaire bulgare en remportant 21 sièges sur 240 et quelque 296 848 voix (8,93%). Tout, dans cette percée, semblait surprendre : son calendrier (alors que la Bulgarie venait de signer le traité d'adhésion à l'Union européenne et que la reprise économique commençait à porter ses fruits), la structure du vote (pour près d'un tiers issu de milieux éduqués) et certaines thématiques (l'antisémitisme, jusqu'alors peu présent dans la vie politique bulgare). Un an plus tard, au terme d'une enquête de terrain, l'ethnologue, Evgenija Ivanova, dessinait avec beaucoup de finesse le profil des électeurs d'Ataka, « d'éducation moyenne, relativement prospères et ayant un emploi »<sup>3</sup>. Elle soulignait le caractère social d'un vote de dénonciation des nouvelles inégalités et de la corruption des élites politiques. Tout en rappelant la socialisation nationaliste de certains votants et la force des préjugés antiroms et antiturcs, elle voyait dans la politisation de ces stéréotypes la résultante d'une ethnicisation des clivages sociaux. Les citations placées en exergue de cet article pourraient de même suggérer l'aspiration, chez les sympathisants d'Ataka, à une dénonciation radicale de l'ordre politique, social et moral du postcommunisme, ainsi que la quête d'une alternative dans un contexte où les principaux partis sont jugés identiques, c'est-à-dire pareillement corrompus et indifférents aux attentes des citoyens ordinaires.

Ataka pourrait-il constituer le très paradoxal vecteur d'une critique sociale et/ou être pensé comme le fruit d'une ethnicisation des rapports sociaux? Ces deux interprétations méritent d'être envisagées avec sérieux. La première n'est pas sans rappeler certains travaux consacrés au Front national en France. Quelques observateurs ont suggéré que la force du front—singulièrement depuis l'arrivée de Marine Le Pen à sa direction—résiderait dans la visibilité qu'il aurait conférée à des enjeux politiques et sociaux éludés par ses adversaires (entre autres, les effets de déclassement social associés à la globalisation, le sentiment d'insécurité, la perte de lisibilité des clivages partisans, etc.). La seconde hypothèse paraît plus heuristique. L'on sait, notamment depuis les travaux d'Ernest Gellner, l'importance qu'a pu revêtir la conversion en termes ethnoculturels de clivages socio-économiques dans l'émergence historique du nationalisme au tournant des XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles en

---

<sup>3</sup> Evgenija Ivanova, « Mnozinstvo ot nevinni, precakani bălgari », *Balkanističen Forum*, 1-2, 2008, p. 63-72.

Europe <sup>4</sup>. Pour autant, dans une hypothèse comme dans l'autre, la prudence s'impose.

Premièrement—ainsi que le notait justement E. Ivanova—de larges segments de la société bulgare portent un jugement très négatif sur la classe politique comme sur le postcommunisme. L'usage de ces arguments ne suffit donc pas à expliquer le soutien apporté à une organisation qui prône, par ailleurs, un nationalisme virulent. Deuxièmement, si l'élucidation du vote Ataka exige une attention aux croisements entre inégalités socio-économiques et clivages ethnoculturels, tout l'enjeu porte sur la nature de cette articulation. Il importe de comprendre comment des trajectoires de mobilité sociale vécues comme descendantes peuvent être « converties » en dénonciations d'un « Autre » ethnicisé et ce qui rend cette stigmatisation pensable et légitime aux yeux des électeurs d'Ataka. De fait, il n'est pas à exclure que le durcissement des frontières sociales observable dans la Bulgarie d'aujourd'hui s'accompagne d'une rigidification défensive des frontières ethnoculturelles dans un contexte, par ailleurs, de redéfinition des contours de la citoyenneté et de pluralisation des identifications.

71

### **Le vote Ataka, un vote de critique sociale ?**

En première instance, l'on pourrait considérer qu'Ataka—une formation hétérogène rassemblant des figures issues des milieux du renseignement, de l'appareil de sécurité, de l'ancien Parti communiste, ainsi que plusieurs personnalités ayant connu une succession de reconversions politiques—a donné forme à des mécontentements dont certains n'avaient jusqu'alors pas été portés dans l'arène politique : le désir d'un renouvellement profond des pratiques politiques, le malaise devant un ordre social jugé injuste et immoral, l'exaspération provoquée par l'utilisation récurrente de la rhétorique du « bon élève » et la référence à l'intégration euro-atlantique comme unique projet politique.

Singulièrement à partir de la fin des années 1990—une décennie dominée par l'opposition entre « rouges » (ex-communistes) et « bleus » (anticommunistes)—les scrutins ont commencé à être vécus dans la société bulgare comme des alternances sans alternatives : indépendamment de leurs affiliations idéologiques, sitôt élus, les acteurs politiques semblaient oublier la rupture promise, reproduisant les pratiques clientélistes de leurs prédécesseurs.

---

<sup>4</sup> Ernest Gellner, *Nations and Nationalism*, New York : Cornell University Press, 1983.

Au temps des privatisations non transparentes succéda celui des marchés publics opaques et des aides européennes à la gestion controversée. La dénonciation de la corruption des élites et l'appel au rétablissement d'un État fort faisant respecter la loi devinrent des arguments électoraux puissants. Ataka n'a pas le monopole de ce fonds de commerce. L'ancien tsar rentré d'exil, Siméon de Saxe-Cobourg-Gotha, avait fait campagne en 2001 sur la promesse d'un rétablissement de la morale en politique. Le bilan de son mandat, toutefois, ne fit que renforcer les aspirations à un assainissement de la vie publique.

72

Le ressentiment envers la classe politique est d'autant plus intense que les élus ont fini par incarner—avec les hommes d'affaires—les groupes sociaux « enrichis » par excellence. Sous le socialisme, les différences sociales n'avaient certes pas disparu, mais elles avaient été euphémisées, l'accumulation du patrimoine ou la consommation ostentatoire étant proscrites. Tout en transformant partiellement les capitaux (au sens bourdivin) porteurs de réussite sociale, le postcommunisme a suscité des différences sociales entre les anciens « égaux » de la période socialiste et conféré à celles-ci une visibilité monétaire et matérielle sans précédent. Sans être toujours perçue comme compréhensible (comment un agent de bureau de change pouvait-il faire fortune quand une institutrice ou une accoucheuse tombaient à la lisière de la pauvreté ?), cette nouvelle stratification ne tarda pas à être pensée comme illégitime et/ou illégale, les deux termes étant souvent confondus. Cette perception d'un ordre social injuste a été couplée à une interprétation de la « transition à l'économie de marché » comme pillage de l'État—une interprétation partagée y compris dans les classes moyennes supérieures. Or ces vécus du postcommunisme, inscrits dans des observations du quotidien, sont entrés en contradiction radicale avec les discours tenus par les élus. Jamais le contraste ne fut aussi grand que sous le gouvernement Kostov (1997-2001, droite) qui joua un rôle décisif dans la préparation de l'intégration euro-atlantique : là où les dirigeants ne parlaient que de réformes, d'avancées et de progrès, les électeurs voyaient leur monde se déliter. Après avoir pris en charge, pendant la campagne, une partie de cette dénonciation du postcommunisme, Siméon de Saxe-Cobourg-Gotha renoua avec le vocabulaire de ses prédécesseurs, avancées, réformes... tandis que les technocrates et experts du gouvernement qualifiaient les perceptions des électeurs « d'incorrectes »... Difficile de donner voix aux doléances des électeurs dans ces conditions.

Au sentiment de perte, à l'intérieur, se sont ajoutées des frustrations devant l'utilisation des projets d'intégration à l'OTAN et à l'Union européenne comme sources de légitimation jusqu'à leur

épuisement. Rumen Vodeničarov, un des candidats d'Ataka en 2005, dénonçait ainsi « l'idée fixe européenne qui a hypnotisé et la gauche et la droite »<sup>5</sup>. La nécessité de répondre aux attentes et injonctions des alliés occidentaux a servi à défendre des décisions parfois largement impopulaires (comme le soutien aux bombardements de l'OTAN au Kosovo en 1999 ou encore la fermeture des réacteurs 3 et 4 de la centrale nucléaire de Kozloduy). Certains électeurs en vinrent à regretter que la Bulgarie ait renoncé à la souveraineté espérée au début des années 1990. Au fur et à mesure qu'ils découvraient les pays occidentaux, de nombreux Bulgares acquièrent par ailleurs le sentiment que les standards très stricts imposés par l'OTAN et l'EU aux pays candidats n'étaient pas toujours appliqués avec la même rigueur par les États membres. Le slogan « *da si vārnem Bulgarija* » retenu par Volen Siderov en 2005 capture bien ces représentations sociales et les aspirations à un recentrage national.

Pour autant, arrêter l'analyse ici serait faire fausse route. D'abord, parce que depuis la création d'Ataka, la critique politique et morale du postcommunisme a été instrumentalisée par une large palette de formations politiques, dont le parti GERB de l'ancien maire de Sofia et actuel Premier ministre, Boyko Borisov (lutte anticorruption, force de la loi, sécurité, etc.). Si Ataka avait dû sa réussite électorale au monopole de ces thématiques, il aurait perdu ses soutiens dès 2009 (date à laquelle le parti obtint 9,36 % des voix et 21 mandats)<sup>6</sup>. Ensuite, il est fallacieux – et dangereux – de supposer que les formations extrémistes poseraient de bonnes questions, auxquelles elles apporteraient de mauvaises réponses. Car l'enjeu ne concerne pas la mise sur agenda de questions dites négligées, mais la manière dont celles-ci sont formulées en tant que problèmes publics : aucun problème public n'existe en dehors de la manière dont les acteurs vont le nommer, c'est-à-dire le construire.

Considérons, par exemple, le thème de la corruption. Si Volen Siderov a dénoncé la corruption en général, la cible principale de son discours a été et demeure le Mouvement des droits et libertés (DPS, représentant les minorités musulmanes de Bulgarie). Or, y a-t-il un « problème » de corruption spécifique au DPS ou le comportement de certains cadres dirigeants refléterait-il simplement

---

<sup>5</sup> Rumen Vodeničarov, « *Kām nova zora za Otečestvoto s "Ataka" kato naj-dobra zaštita* », *Nova zora*, 24, 14 juin 2005.

<sup>6</sup> On notera par ailleurs qu'entre 2005 et 2009 plusieurs acteurs politiques ont tenté d'occuper la niche populiste de la lutte anticorruption, à l'instar de Ordre, loi et justice (entré au Parlement avec 10 sièges) et de Lider (qui a échoué de peu à franchir le seuil électoral des 4 %).

l'existence, en milieu majoritaire comme en milieu minoritaire, de collusions fréquentes entre acteurs politiques et entrepreneurs ? Et, à supposer – ce qui reste bien sûr à démontrer – que la corruption soit plus répandue au sein du DPS que dans d'autres partis, la cause devrait-elle en être recherchée dans la structure de la concurrence politique en milieu turc (l'absence, pendant de longues années, d'offre électorale alternative ayant limité les possibilités de vote sanction, donc la pression à l'*accountability* des élites) ou, faut-il considérer, ainsi que le suggère Ataka, que le problème résiderait dans l'existence même d'un « parti turc au gouvernement » ? Définir ce qui « fait problème » constitue un travail politique en soi. En l'occurrence, l'un des phénomènes les plus étonnants à observer dans le contexte bulgare est le crédit acquis progressivement par une sorte de mise en parallèle et en équivalence entre le DPS et Ataka, perçus comme des « partis frères » se nourrissant mutuellement. La manière dont Ataka a formulé le « problème du DPS » a fini par influencer l'ensemble du débat public : l'existence d'une formation se donnant pour objectif de représenter les intérêts de groupes minoritaires est de plus en plus souvent présentée comme problématique en elle-même.

Essayons maintenant de revenir sur la seconde hypothèse, beaucoup plus stimulante, d'une ethnicisation des clivages sociaux. Dans le prolongement des travaux d'Evgenija Ivanova, l'hypothèse que l'on souhaiterait avancer ici est celle d'un déplacement partiel et d'un durcissement des *symbolic boundaries*, corrélés aux mutations sociales et territoriales du postcommunisme, lesquelles affectent à la fois majorité et minorités.

### **Une conversion ethnique des clivages sociaux ? Les transformations des frontières intérieures de la société bulgare**

Comment éclairer les dynamiques ayant rendu pensable une ethnicisation des contrastes sociaux ? Une première réponse consisterait à rappeler la disponibilité, sur la moyenne durée, d'imaginaires négatifs de « l'Autre » (minoritaire) en Bulgarie. On a souligné ailleurs que les argumentaires nationalistes et xénophobes utilisés par Volen Siderov puisaient dans trois réservoirs : une lecture unitaire de l'État-nation forgée au XIX<sup>e</sup> siècle, une vision des Turcs de Bulgarie et de l'unification nationale par assimilation (forcée) des minorités (qui a connu son apogée dans les années 1980) et des idées xénophobes empruntées sur un marché international des

théories du complot (dont l'antisémitisme de Siderov)<sup>7</sup>. Toutefois une telle analyse ne nous permet pas de comprendre pourquoi la cristallisation d'un discours radical est intervenue en 2005 et non pas au début des années 1990 (lorsque maints observateurs craignaient des tensions intercommunautaires) ou à la fin des années 1990 (quand les effets de déclassement social liés au passage à une économie de marché étaient déjà visibles).

Examiner la politisation des stéréotypes antiroms par Ataka – un phénomène au caractère partiellement inédit – devrait nous aider à éclairer certains des mécanismes d'ethnisation du social en Bulgarie aujourd'hui. L'existence de préjugés envers les populations roms ne constitue guère une situation nouvelle. Diversement selon les lieux et les époques, les Roms ont été associés au manque d'hygiène, à la paresse ou au vol. Le changement mis en évidence par le discours de Volen Siderov réside dans le fait que ces représentations sociales sont devenues politisables, c'est-à-dire utilisables comme arguments sur la scène politique. Pourquoi ? On pourrait imputer en première instance cette évolution à un accroissement des tensions dans quelques quartiers périphériques de grandes villes où maints Roms sans emploi, anciennement ruraux, sont venus quérir une vie meilleure. Là où les membres de la majorité sont eux-mêmes confrontés au déclassement social, la concurrence accrue pour des ressources rares aurait fait de la présence rom un enjeu « politisable » (songeons à l'incident de *Zaharna fabrika* à Sofia en 2005). Plus fondamentale, toutefois, semble être une autre évolution.

Plusieurs ethnologues bulgares ont, à l'image d'Ilija Iliev, souligné que la paupérisation, le déclassement social pouvaient être identifiés en Bulgarie à la peur d'une « tsiganisation » ou, pour le dire autrement, que la traversée de frontières sociales pouvait être symboliquement associée au franchissement de frontières ethniques. Dans le même temps, si la majorité des Roms a subi un appauvrissement depuis 1989, une petite minorité s'est enrichie en investissant de nouvelles niches entrepreneuriales. En sont résultés, à l'intérieur même des *mahali* roms, des contrastes saisissants entre quelques vastes maisons à l'esthétique flamboyante, des habitats bricolés et des bâtiments préfabriqués socialistes dégradés. Or l'ordre social établi en Bulgarie avant 1989 – qui était également un ordre

---

<sup>7</sup> Cf. Nadège Ragaru, « Un parti nationaliste radical en Bulgarie : Ataka ou le mal-être du postcommunisme », *Critique internationale*, 30, janvier-mars 2006, p. 41-55.

[http://www.ceri-sciencespo.com/publica/critique/article/ci30p41\\_56.pdf](http://www.ceri-sciencespo.com/publica/critique/article/ci30p41_56.pdf)

ethniquement hiérarchisé – reposait sur une représentation des Roms comme occupant le bas de l'échelle. Autrement dit, l'altérité rom était négociée dans la mesure où le mode d'intégration des Roms à la société majoritaire ne remettait pas en question hiérarchies sociales *et* ethnoculturelles.

Face à la double perte d'étanchéité de la frontière symbolique – par déclasserement social de Bulgares *et/ou* mobilité ascendante, réelle ou supposée, de Roms – certains Bulgares sont tentés de réaffirmer la démarcation entre Bulgares et Roms en l'essentialisant, voire en la racialisant. La dénonciation de la « tsiganisation » de la Bulgarie est d'autant plus intense que s'y ajoute une inquiétude démographique, les Roms apparaissant souvent comme des populations jeunes, fertiles, aux familles nombreuses, face à des Bulgares qui se pensent comme peuple vieillissant et déclinant.

De fait, seule une étude fine des formes de spatialisation des hiérarchies sociales et ethniques et de leurs mutations récentes pourrait expliquer les échos rencontrés par les discours antiroms de Volen Siderov. Le communisme, période de grandes mobilités territoriales s'il en est, avait promu une territorialisation des différences ethnoculturelles, redéployée et partiellement renforcée après 1989. La liquidation des anciennes coopératives et des conglomerats industriels socialistes, le développement d'un marché foncier privé dont les Roms sont largement exclus et certains projets de rénovation urbaine peu adaptés aux modes de vie et ressources de leurs destinataires ou accentuant leur relégation périphérique, ont entraîné une forte croissance de la part des Roms vivant en univers ségrégués (de 40% à 78% entre 1989 et 2007). Par-delà les seules communautés roms, en milieux turc, bulgare-musulman et majoritaires, les migrations entre villes et campagnes, d'une part, vers l'étranger, d'autre part, ont également transformé les espaces de circulation et de résidence. Ces nouvelles mobilités imposent la renégociation de relations entre « nouveaux venus » et « anciennement établis » sur la base de rapports de voisinage qui restent partiellement à inventer (en raison, notamment, de la monétarisation accrue des transactions sociales introduite par le passage au capitalisme).

Un second facteur de redéfinition des frontières symboliques en Bulgarie postcommuniste peut par ailleurs être mis en évidence. Il tient à la mise en flottement des rapports entre citoyenneté et ethnicité dans un contexte de circulation globalisée et d'identifications fluides. En Bulgarie, s'est instaurée au cours de la trajectoire stato-nationale une distinction entre citoyenneté (*grazhdanstvo*) et ethnicité (*etnitcheska prinadlezhnost*). Les « vrais » nationaux sont perçus, au sein de la majorité, comme de langue bulgare, de confession orthodoxe et d'ethnicité bulgare, les autres se trouvant acceptés dans



le giron de la citoyenneté bulgare, mais à sa périphérie symbolique en quelque sorte. À partir de la seconde moitié des années 1950, les pouvoirs communistes se sont employés à éradiquer, d'abord par des moyens incitatifs puis par la force, ce décalage entre les contours de la citoyenneté bulgare et ceux de l'ethnicité bulgare. Cette politique a culminé entre 1984 et 1989 dans un double mouvement, paradoxal, d'essentialisation absolue de l'altérité des Turcs (érigés en menace par excellence) et de négation tout aussi absolue de celle-ci (changement forcé des noms, interdiction des pratiques culturelles et confessionnelles, de l'usage de la langue, etc.).

Le discours d'Ataka n'est pas sans rappeler la rhétorique des pouvoirs communistes, qu'il s'agisse d'affirmer la légitimité du processus d'assimilation forcée, de nier l'identité turque des Turcs de Bulgarie ou d'affirmer « s'il est bulgare et s'il s'est choisi un nom musulman, il faut lui demander qui il est. S'il dit, je suis turc, alors je lui conseille de partir s'installer en Turquie, parce qu'ici c'est la Bulgarie. S'il dit je suis bulgare, alors cela signifie qu'il est bulgare »<sup>8</sup>. Sans postuler que tous les électeurs d'Ataka adhèrent également à cet argumentaire (ni d'ailleurs qu'ils soient les seuls à partager ces opinions), on peut toutefois penser que deux paramètres contribuent à l'efficacité actuelle de cette vision exclusive de la citoyenneté nationale. La première réside dans le fait que, depuis 1989, avec la création d'un parti aspirant à défendre les intérêts des minorités turque et musulmanes de Bulgarie (le DPS), l'adoption par la Bulgarie de documents internationaux garantissant la protection des minorités (notamment la Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la protection des minorités nationales de 1995) et l'émergence d'un secteur non gouvernemental ayant à cœur de suivre la mise en œuvre concrète de ces droits, il devient de plus en plus impossible pour la Bulgarie de se penser et de se vivre comme un État mononational. Cette transformation représente un défi pour une partie de la population bulgare socialisée, à l'époque communiste, dans une lecture unitaire de l'État. Elle est vue comme d'autant plus insécurisante que la différenciation croissante entre les espaces de résidence, de travail et de vote et les transformations dans les régimes de citoyenneté (avec, par exemple, l'augmentation du nombre des États reconnaissant la double citoyenneté, dont la Bulgarie en 1998, et les effets de l'intégration européenne sur la définition d'une citoyenneté européenne, etc.) ont donné à voir l'existence de vécus diversifiés et pluriscalaires de l'appartenance. Les

---

<sup>8</sup> « *Ako Gerb se razumni, shte me podkrepjat za prezident* », 4 avril 2011, à l'adresse : [www.ataka.bg](http://www.ataka.bg)

échos rencontrés par l'appel « patriotique » à sécuriser la « bulgarité » face aux « Turcs » traduisent peut-être le difficile ajustement à cette pluralisation des significations individuellement attachées et politiquement instituées au fait d'être bulgare. Le répertoire antiturc est alors sollicité en raison même du rôle qui lui fut historiquement attribué au tournant du xx<sup>e</sup> siècle et au cours du xx<sup>e</sup> siècle dans la fabrique de la bulgarité – et ce, en dépit de son incapacité à répondre aux questions d'identifications contemporaines.

## Conclusion

Les élections présidentielles et municipales d'octobre 2011 ont confirmé le net recul électoral de la formation xénophobe bulgare : candidat à la magistrature suprême, Volen Siderov a échoué à réitérer ses performances électorales de 2006 (où il était parvenu au second tour de la présidentielle avec 24,05% des voix). Il n'a enregistré au premier tour que 3,64% des voix. Le résultat était prévisible : le soutien apporté par la formation au gouvernement Borisov (GERB, droite) depuis sa formation en 2009 – Ataka ne détient pas de portefeuille ministériel, mais représente une force d'appoint appréciable au Parlement, fort de ses 21 sièges sur 240 – a érodé sa capacité à se présenter comme une force contestataire antisystème. De plus, Volen Siderov avait largement construit son succès sur une visibilité médiatique, qui devait beaucoup au soutien que lui apportait la télévision satellitaire, *Skat*. La perte de cet appui, suite à l'éclatement d'un différend avec le propriétaire de la télévision, a fragilisé Ataka. L'incident provoqué en mai 2011 par des militants d'Ataka devant la grande mosquée de Sofia (où des croyants furent physiquement agressés), dénoncé par l'ensemble de la classe politique, a en outre aliéné le soutien d'une frange de sympathisants qui ne souhaitent pas voir la coexistence interreligieuse et intercommunautaire menacée.

Pour autant, on ne saurait déduire au recul électoral d'Ataka une érosion des thèmes qu'il a portés. Six ans après la fondation du parti, s'observent d'ores et déjà la banalisation et la diffusion, au sein de partis dits « généralistes », d'idées qui, il y a quelques années encore, auraient été tenues pour populistes et/ou extrémistes. Les manifestations, défilés et protestations sociales qui ont parcouru, telle une onde de choc, la Bulgarie en septembre-octobre 2011, suite au décès d'un jeune Bulgare impliquant indirectement des membres d'une famille liée à la rom de la criminalité organisée, ont amplement démontré à quel point l'ethnisation des tensions sociales était susceptible de fragiliser les équilibres intercommunautaires dans le pays.

**Nadège Ragaru** est chargée de recherche CNRS à Sciences Po (CERI) et enseignante à Sciences Po. Docteur en science politique de Sciences Po et ancienne *Reid Hall Fellow* à l'Université de Columbia (New York), elle mène des recherches sur la sociologie historique du communisme, les minorités en Bulgarie et en Macédoine, ainsi que la culture visuelle et l'anthropologie des images. Elle a récemment publié *Vie quotidienne et pouvoir sous le communisme. Consommer à l'Est* (codirigé avec A. Capelle-Pogăcean), Paris: Karthala & CERI, 2010; «Les dossiers de la Sécurité d'État bulgare: le communisme dans les plisures du temps», *Revue des études slaves*, 81 (2-3), 2010, p. 205-227; «Voyages en identités. Les espaces-temps de l'appartenance des Turcs de Bulgarie installés en Turquie», *Critique internationale*, 47, 2010, p. 37-60; «Bulgarie: une "révolution" en palimpseste», in: J. Heurtaux et C. Pellen (dir.), *1989 à l'Est de l'Europe. Une mémoire controversée*, La Tour d'Aigues: Éd. de l'Aube, 2009, p. 172-202.

